



**PRÉFET  
DE LA VENDÉE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction régionale de l'environnement,  
de l'aménagement et du logement des  
Pays de la Loire**

Unité départementale de la Vendée  
Site Préfecture de la Vendée  
29 rue Delille, CS 60765  
85020 La Roche sur Yon cedex

La Roche-sur-Yon, le 28 novembre 2025

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 13/11/2025

### **Contexte et constats**

Publié sur **GÉORISQUES**

#### **PIVETEAU BOIS**

La Vallée - BP 7  
STE FLORENCE  
85140 Sainte-Florence

**Références :** D25.0488  
**Code AIOT :** 0006301560

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 13/11/2025 dans l'établissement PIVETEAU BOIS implanté La Gauvrie STE FLORENCE 85140 Sainte-Florence. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- PIVETEAU BOIS
- La Gauvrie STE FLORENCE 85140 Sainte-Florence
- Code AIOT : 0006301560
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La société Piveteau Bois exploite une scierie de première transformation du bois, dont les installations ont été autorisées en dernier lieu par arrêté préfectoral du 23 mars 2023.

Le site comprend notamment des installations de travail du bois (rubrique 2410), de broyage/granulation (rubrique 2260-1), de traitement du bois (rubrique 3700), de traitement de déchets non dangereux (rubrique 2791), des stockages de bois (rubrique 1532-2), ainsi qu'une installation autorisée de production d'énergie à partir de CSR (rubriques 2971 et 3520).

### **2) Constats**

#### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à

l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Fonctionnement des chaudières	Arrêté Préfectoral du 23/03/2023, article 1.2.7.2	Sans objet

## 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Un exploitant est soumis au système d'échange de quotas d'émission (SEQE) de l'Union européenne lorsque le cumul de ses installations de combustion dépasse le seuil de 20 MW. Piveteau Bois, pour son site de La Gauvrie, n'est pas soumis au SEQE tant qu'il respecte l'article 1.2.7.2 de son arrêté préfectoral lui interdisant le fonctionnement simultané des chaudières G12 et G18. La présente inspection avait pour objectif de constater l'écart à cette prescription qui a toutefois été levé dès le lendemain.

## 2-4) Fiches de constats

### N° 1 : Fonctionnement des chaudières

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 23/03/2023, article 1.2.7.2
<b>Thème(s) :</b> Autre, Fonctionnement des chaudières
<b>Prescription contrôlée :</b> En aucun cas, même en cas de panne ou de maintenance de la chaudière G20, les chaudières G12 et G18 ne doivent fonctionner simultanément. De ce fait, le site n'est pas soumis au SEQE système d'échanges de quotas mentionné et décrit dans les articles L.229-5 à 19 et R.229-5 à 37 du code de l'environnement. L'exploitant rédige une consigne en ce sens, et l'affiche à proximité des trois chaufferies.
<b>Constats :</b> Par courriel du 12/11/2025, l'exploitant a informé l'inspection des installations classées être en écart avec la prescription ci-dessus en raison de la nécessité du démarrage de la chaudière G12, depuis le 10 novembre 2025, alors que la chaudière G18 était en fonctionnement. L'inspection des installations classées a constaté au cours de l'inspection que les chaudières G12 (chaudière gaz) et G18 (chaudière CSR) fonctionnaient effectivement simultanément, ce qui constitue un écart.  L'exploitant a justifié ce fonctionnement pour des raisons d'exploitation. La chaudière G20 (chaudière biomasse) est en panne depuis le 6 novembre 2025 en raison de non-conformités observées par l'exploitant au niveau du foyer de la chaudière suite à des opérations de maintenance réalisées par des entreprises spécialisées durant l'été 2025. Cet arrêt de la chaudière G20 a induit pour l'exploitant un manque de chaleur produite pour l'exploitation, et une saturation des stockages de copeaux. Par conséquent, afin de ne pas arrêter sa chaîne d'approvisionnement et une partie des outils de production sur son site, l'exploitant a fait le choix de démarrer la chaudière G12 afin de poursuivre son activité.  Dès le lendemain de l'inspection, l'exploitant a transmis des éléments attestant de l'arrêt de la chaudière G18, et par conséquent de sa remise en conformité.  Il est cependant demandé à l'exploitant de préciser les actions préventives mises en place pour éviter qu'une telle situation ne se reproduise.  L'inspection des installations classées a également constaté la présence d'une consigne à proximité de la chaudière G12 afin d'informer de l'interdiction du fonctionnement simultané des chaudières G12 et G18, toutefois cette consigne n'est pas affichée à proximité des chaudières G18 et G20, ce qui constitue un écart. Néanmoins, l'exploitant a transmis des éléments attestant de l'ajout de cette consigne en salle de commande des chaudières G18 et G20, et par conséquent de sa remise en conformité.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite